



2024
Rapport sur le
commerce et le
développement

Repenser le développement à l'ère du mécontentement

APERÇU GÉNÉRAL



Nations
Unies



2024
Rapport sur le
commerce et le
développement

Repenser le développement à l'ère du mécontentement

APERÇU GÉNÉRAL



Nations
Unies

Genève, 2024

© 2024, Nations Unies

La présente publication est accessible en libre accès sous réserve du respect de la licence Creative Commons créée pour les organisations intergouvernementales, dont les conditions sont énoncées à l'adresse suivante : <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>.

Les appellations employées dans le document et la présentation des données qui figurent sur les cartes n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention d'une entreprise ou d'un procédé breveté n'implique aucune approbation de la part de l'Organisation des Nations Unies.

La photocopie et la reproduction d'extraits sont autorisées à condition que la source soit indiquée précisément.

La présente publication a été revue par un service d'édition externe.

Publication des Nations Unies publiée par
la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

UNCTAD/TDR/2024 (Overview)





Table des matières

Avant-propos Page iv

La mondialisation est à un tournant Page vii



Page 1

Une croissance faible :
la nouvelle norme de
l'économie mondiale



Page 9

L'évolution de la
structure du commerce
et des politiques
commerciales



Page 17

L'avènement d'une
économie de services ?



Page 23

La financiarisation
dans un nouveau cycle
des produits de base



Page 31

Le Sud mondial et sa
quête d'un financement
du développement
à long terme





Avant-propos

En 2024, l'économie mondiale a effectué ce que les experts appellent un « atterrissage en douceur » : l'inflation a été contenue et la récession, évitée. C'est le résultat, digne d'être souligné, qui transparaît des moyennes mondiales. Cependant, la réalité est plus nuancée, comme il ressort du *Rapport sur le commerce et le développement 2024 : Repenser le développement à l'ère du mécontentement*. Si la croissance s'annonce prometteuse dans quelques pays en développement, les pays du Sud se caractérisent plus généralement par une croissance faible, une exposition de plus en plus grande aux chocs mondiaux et le risque d'une fragmentation du commerce.

Le produit mondial brut devrait être de 2,7 % en 2024 et 2025 ; pour la troisième année consécutive, il resterait donc inférieur au taux de 3 % d'avant la pandémie. L'Asie du Sud est la région à la croissance la plus dynamique. Dans les trois grandes puissances économiques mondiales que sont la Chine, les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, la croissance décélère ou s'affaiblit. Alors qu'une révolution technologique s'opère à la vitesse grand V, l'activité économique qui aurait tant besoin d'un sursaut pour permettre d'atteindre les objectifs de développement durable, reste à la traîne dans de nombreux pays du Sud, empêtrés dans le surendettement, les sorties de capitaux et de ressources, la faiblesse des investissements et les politiques d'austérité forcée. Actuellement, parmi les 46 pays les moins avancés, seulement 1 atteint l'objectif d'une croissance annuelle de 7 %.



À bien des égards, le ralentissement de l'économie mondiale, qui est devenu la norme depuis la crise financière mondiale survenue il y a plus de quinze ans, est en train de s'accroître. Les bouleversements géopolitiques et l'évolution de la pensée économique, notamment le regain d'intérêt pour la politique industrielle, la multipolarisation des échanges commerciaux et les innovations technologiques, montrent que la mondialisation elle-même est à un tournant. Il reste à savoir si le contexte mondial qui en résultera sera plus favorable aux pays en développement et plus propice à la réalisation des objectifs de développement durable.

Le présent Rapport tente d'apporter une réponse à cette question. Les chapitres 1 et 2 consistent en une analyse des grandes tendances de l'économie mondiale, du commerce international, des marchés financiers, des prix des produits de base et des flux de capitaux. Les chapitres 3 et 4 portent sur la mondialisation et son actuel point d'inflexion, causé par l'évolution de la structure du commerce mondial, l'innovation technologique et l'essor des échanges commerciaux Sud-Sud. Le chapitre 5 présente des idées concrètes pour rendre le système de fiscalité internationale plus équitable et faire en sorte que l'architecture financière internationale ménage aux pays en développement la marge d'action dont ils ont besoin pour s'adapter à cette nouvelle ère et prospérer.

Le présent Rapport montre qu'en dépit de difficultés nombreuses, il existe bel et bien des possibilités pour les pays en développement de parvenir à une croissance par habitant soutenue, en particulier grâce aux secteurs des énergies renouvelables et des minéraux critiques, aux échanges Sud-Sud et à l'application stratégique de politiques industrielles de nouvelle génération. Le présent Rapport est un appel à l'action adressé aux décideurs, aux universitaires et aux représentants de la société civile, qu'il invite à s'associer pour trouver des moyens de sortir du statu quo et lutter contre la fragilité et l'instabilité de la situation actuelle. Surtout, il cherche à démontrer que nous ne subissons pas l'avenir, mais que nous le créons ensemble. Alors que la mondialisation semble dériver, nous devons, prudemment et résolument, lui faire reprendre le cap d'un développement durable.



Rebeca Grynspan
Secrétaire générale de la CNUCED







La mondialisation est à un tournant

▼
En convergeant, les changements technologiques, géoéconomiques et géopolitiques placent la mondialisation dans une situation critique et mettent les pays en développement à l'épreuve.

▼
Les tensions exercées sur la finance, le commerce et la dette divisent le monde et montrent la nécessité de nouvelles trajectoires de développement.

Affaiblie par les crises et les effets des changements climatiques, l'économie mondiale fait face à une évolution des technologies de plus en plus rapide et aux vastes conséquences, dans un contexte géopolitique précaire. Comment les forces à l'œuvre influent-elles sur le développement ? Quel est le meilleur comportement à adopter pour les pays du Sud ?

Le *Rapport sur le commerce et le développement 2024* montre que, sous l'effet concomitant de plusieurs changements, la mondialisation se trouve aujourd'hui à un tournant — ce qui pose divers problèmes pour les pays en développement. Les nouvelles technologies associées à la transition écologique, l'intelligence artificielle, la bio-informatique et l'innovation financière annoncent la prochaine vague de croissance mondiale. Elles seront probablement à l'origine d'une plus large utilisation de matériaux synthétiques et d'une diminution des coûts des chaînes de production, et elles pourraient transformer en profondeur la division mondiale du travail et la concurrence sur les marchés. Dans le même temps, par leurs répercussions sur les décisions relatives au commerce et à l'investissement, les tensions géopolitiques pourraient entraîner une intensification du télétravail (« homeshoring »).

De tels points d'inflexion n'ont rien de nouveau. Il y a soixante ans, la CNUCED a été créée dans une période comparable de changement rapide. Les décennies qui ont suivi sa création ont été celles de l'apogée de la décolonisation, de l'effondrement du système de Bretton Woods axé sur la fixité des taux de change et sur le contrôle des mouvements de capitaux, du début et finalement de l'échec des tentatives de redéfinition de l'ordre économique international et de l'avènement de la révolution des technologies de l'information et des communications. Chacun de ces facteurs a influé sur les trajectoires de développement qui s'offraient aux pays du Sud au fil de la mondialisation par le commerce.

Le point d'inflexion actuel s'accompagne d'une aggravation d'un grand nombre des problèmes auxquels les pays en développement se heurtent de longue date. Les tensions qui s'exercent au niveau mondial sur la finance, le commerce et la dette consolident les divisions dans l'économie mondiale et montrent combien il importe de trouver des trajectoires de développement qui aboutissent à une croissance équitable et durable, de progresser dans la transition verte et de mettre en place une architecture financière internationale qui réponde aux besoins de développement.

Cependant, des possibilités s'ouvrent pour le Sud mondial, qui doit reformuler ses besoins et ses priorités. Le présent Rapport consiste en l'examen de cinq grands thèmes :

- A** Une croissance faible : la nouvelle norme de l'économie mondiale
- B** L'évolution de la structure du commerce et des politiques commerciales
- C** L'avènement d'une économie des services ?
- D** La financiarisation dans un nouveau cycle des produits de base
- E** Le Sud mondial et sa quête d'un financement du développement à long terme





1

Une croissance faible : la nouvelle norme de l'économie mondiale



En 2024, l'économie mondiale n'a pas évolué de manière strictement négative. Bien que toujours présente, l'inflation a poursuivi sa phase descendante, à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement (fig. 1). Les turbulences boursières survenues en août 2024 ont soulevé des préoccupations, mais il n'y a pas eu de contagion financière, même si le climat d'incertitude perdure. Certains pays en développement, comme l'Inde, le Rwanda et le Viet Nam, ont une croissance rapide. D'autres, comme le Bangladesh, la Côte d'Ivoire et l'Indonésie, ont une croissance robuste. Après les faibles niveaux enregistrés au lendemain de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le commerce international et les flux nets de capitaux ont rebondi. Très instables depuis plusieurs années, les prix des produits de base ont en partie reculé, mais même s'ils n'atteignent plus les pics de 2022, ils restent élevés par rapport aux prix historiques.

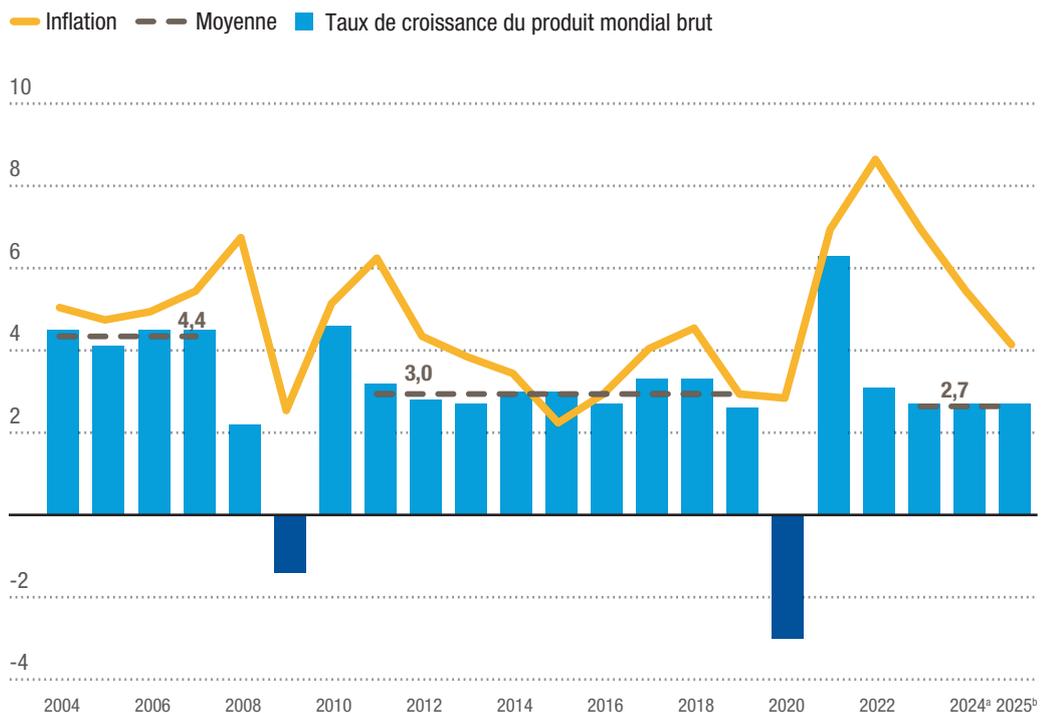


Figure 1

L'apaisement des tensions inflationnistes s'est accompagné d'une croissance atone du produit mondial brut

Croissance du produit mondial et inflation

(En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après l'outil de modélisation des politiques mondiales de l'ONU.

Notes : PIB = produit intérieur brut. Il s'agit de la croissance du produit mondial brut en prix constants de 2015 (taux de change du marché). Les lignes grises en pointillé représentent les taux de croissance moyens annuels pour les périodes 2004-2007, 2011-2019 et 2023-2025. L'inflation correspond à la moyenne pondérée des déflateurs des PIB nationaux et régionaux.

^a Estimation.

^b Projection.

Néanmoins, d'importantes difficultés restent à surmonter. En 2024 et en 2025, la croissance mondiale ne devrait pas dépasser 2,7 %. Selon les projections, il y aurait donc stagnation, mais surtout un ralentissement de l'activité économique en Chine et aux États-Unis et une faible croissance dans l'Union européenne (fig. 2).



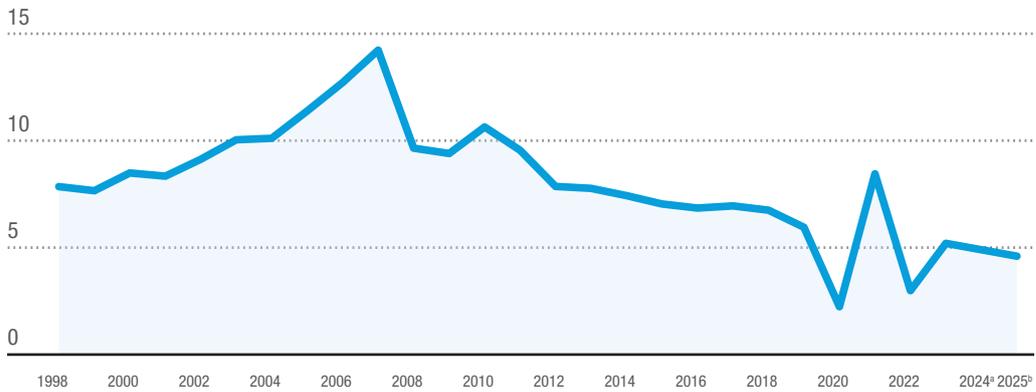


Figure 2

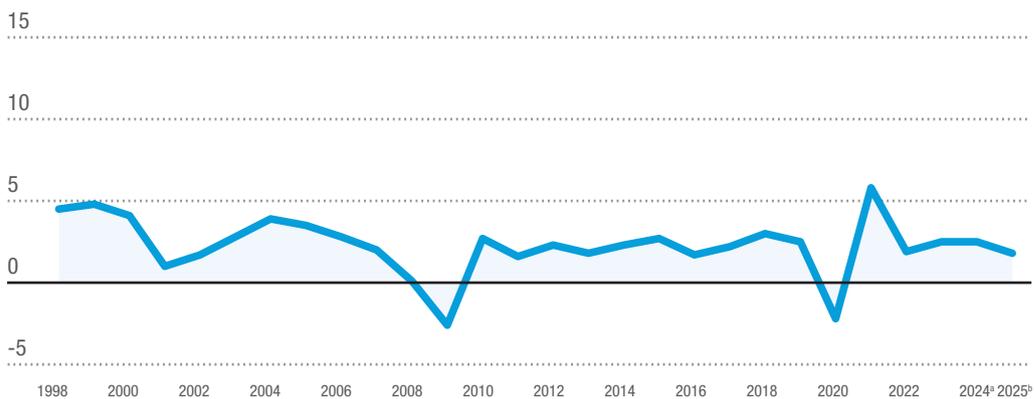
Stagnation et décélération des principales économies

Croissance du PIB réel, certains pays
(En pourcentage)

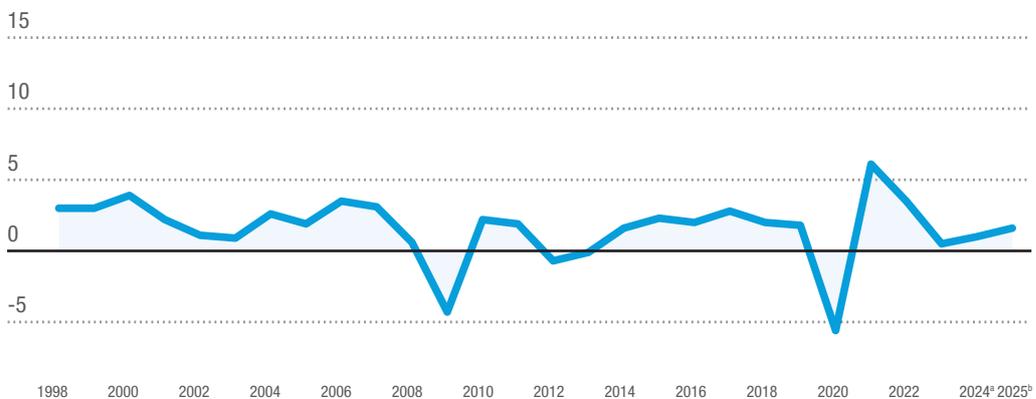
A. Chine



B. États-Unis



C. Union Européenne



Source : CNUCED, d'après l'outil de modélisation des politiques mondiales de l'ONU.

Notes : PIB en prix constants de 2015.

^a Estimation.

^b Projection.



Les taux de croissance mondiale qui sont devenus la norme sont trop bas pour que les pays en développement puissent surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

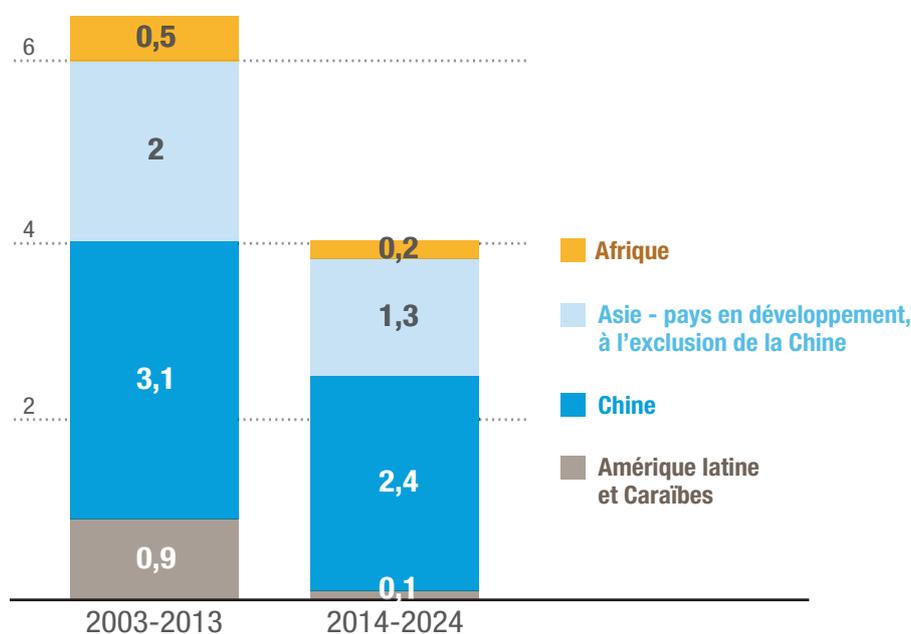
Cette situation s'explique par une érosion du potentiel de croissance, à l'issue de plusieurs années de crises et de taux d'intérêt élevés. Les pays du Sud ont été particulièrement lésés. Dans les pays en développement, le taux de croissance moyen a été de 6,6 % en 2003-2013, mais de 4,1 % seulement en 2014-2024. Exception faite de la Chine, les pays du Sud ont présenté un taux de croissance moyen de 2,8 % par an au cours de la dernière décennie.

Autrement dit, la « nouvelle norme » consiste en une stabilisation de la croissance à des taux trop faibles pour que les pays en développement puissent surmonter leurs problèmes économiques, sociaux et environnementaux et les obstacles à leur développement (fig. 3).



Figure 3 Les crises ont affaibli le potentiel de croissance du Sud mondial

Contributions à la croissance économique du Sud mondial, certains pays et groupes
(En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après l'outil de modélisation des politiques mondiales de l'ONU.

Notes : Les données rendent compte des taux de croissance moyens annuels pour les deux périodes considérées. Le Sud mondial correspond au groupe des pays en développement dans la classification de la CNUCED.

La situation mondiale actuelle est particulièrement préoccupante en ce qui concerne la dynamique de la dette dans le Sud mondial. La conjonction de taux d'intérêt élevés dans les pays développés et de dépréciation des monnaies dans les pays en développement réduit la marge d'action et augmente le coût du service de la dette en devises. Il en résulte une accentuation des tensions budgétaires et une augmentation des risques d'instabilité financière (fig. 4).





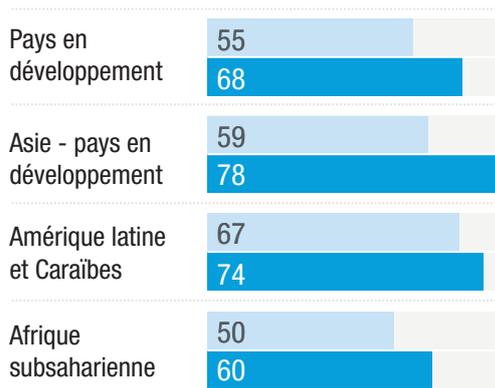
Figure 4

La dette publique a beaucoup augmenté au lendemain de la pandémie de COVID-19

Dette brute des administrations publiques
(En pourcentage du PIB)

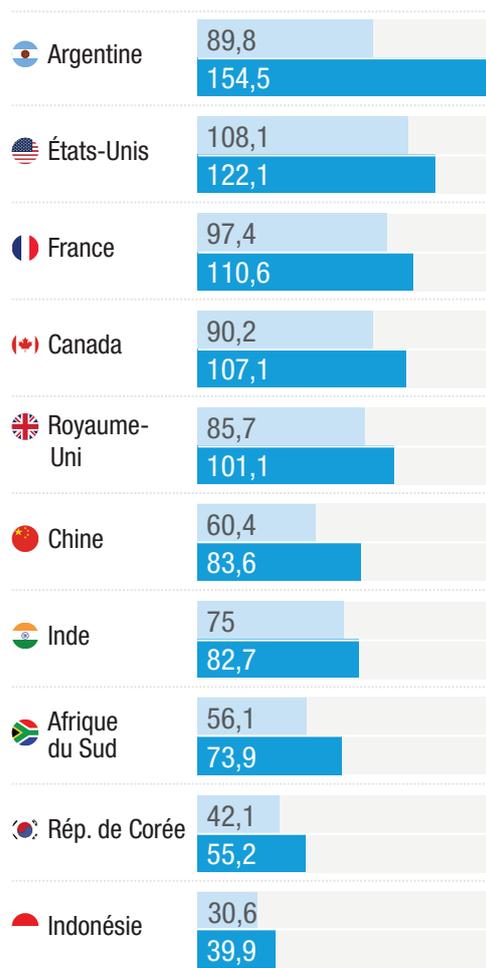
A. Régions en développement

2019 2023



B. Certains pays

2019 2023



Source : Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale (avril 2024).

Notes : Par « administrations publiques » on entend les administrations centrales, étatiques et locales ainsi que les caisses de sécurité sociale contrôlées par ces administrations. Estimations pour 2023.

Il est également préoccupant de constater que les taux élevés de dette publique qui sont la norme depuis la fin de la pandémie de COVID-19 et qui sont observables dans de nombreuses économies augmentent le risque d'un retour à des politiques d'austérité. Dans les pays en développement, les taux de dette publique ont fait un bond de 15 points de pourcentage en quatre ans. Un grand nombre de ces pays consacrent une part de plus en plus grande de leurs recettes d'exportation aux paiements au titre du service de la dette, ce qui montre combien il est urgent de revoir l'architecture financière internationale.



Il est également préoccupant de constater que les taux élevés de dette publique qui sont observables dans de nombreuses économies augmentent le risque d'un retour à des politiques d'austérité.



Analyse macroéconomique du mécontentement des consommateurs

▼
Le pic d'inflation enregistré après la pandémie trouvait en grande partie son origine du côté de l'offre, dans la désorganisation des chaînes de valeur mondiales et dans les monopoles exercés dans certains secteurs.

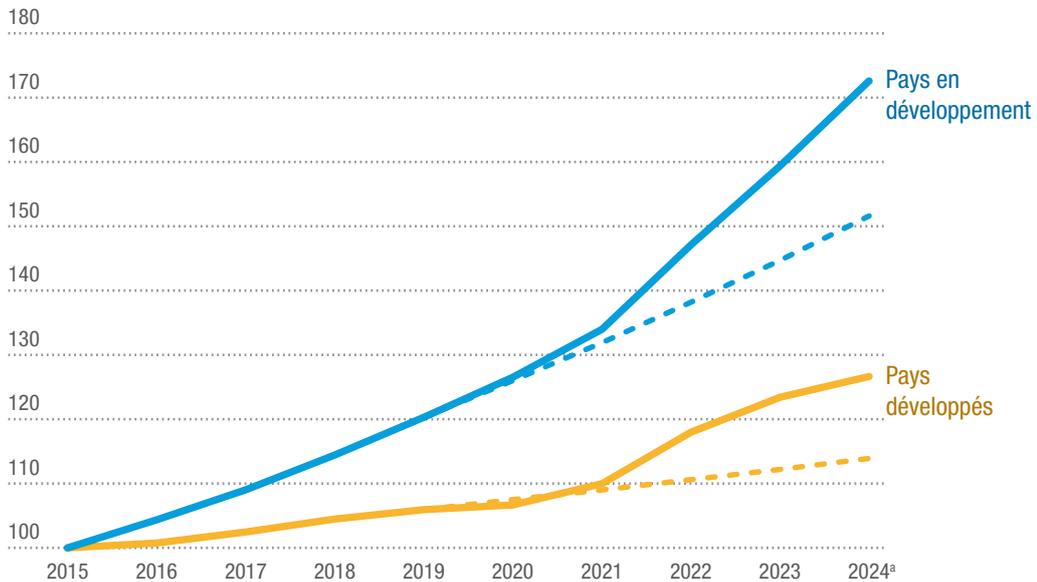
Le pic d'inflation enregistré après la pandémie de COVID-19 trouvait en grande partie son origine du côté de l'offre : il était la conséquence de la désorganisation des chaînes de valeur mondiales et de la structure trop oligopolistique de certains secteurs, comme ceux de l'agriculture et de l'énergie. Le durcissement de la politique monétaire a été, de loin, le principal moyen d'action que les pays, en particulier les pays développés, ont choisi pour ramener l'inflation aux taux cibles, mais il a eu des effets disproportionnés aux niveaux national et international.

En conséquence, la reprise qui a suivi la pandémie a été entachée par un mécontentement généralisé. Les ménages ont vu leur revenu disponible entamé par la hausse des prix à la consommation et des coûts de l'emprunt, si bien que les dépenses de consommation ont été inférieures à leurs valeurs d'avant la pandémie dans de nombreux pays (fig. 5). La diminution des emplois gratifiants dans le secteur manufacturier et l'idée de leur disparition pure et simple à l'avenir (fig. 6) ajoutent au sentiment de précarité économique. Il en résulte une fragilisation de l'économie nationale, dans de nombreux pays développés, et une augmentation des risques de fragmentation de l'économie internationale.



Figure 5
La hausse des prix à la consommation a amenuisé le pouvoir d'achat des ménages, à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement

Indice des prix à la consommation
(2015=100)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale (avril 2024).

Note : Les lignes en pointillé représentent les valeurs estimatives établies à partir des tendances d'avant la pandémie de COVID-19 (2015-2019). Pour les pays développés et les pays en développement, les agrégations ont été calculées à l'aide de moyennes géométriques.

^a Estimation.

▼
De nouvelles politiques industrielles et commerciales se présentent comme une réponse au mécontentement de la population face aux conséquences de la mondialisation.

Les tensions commerciales, le protectionnisme, le télétravail (« homeshoring ») et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement sont devenus les attributs du commerce international au cours de la dernière décennie. Pour partie, ils s'expliquent par la concurrence et les frictions entre de grandes puissances économiques. Cependant, de nouvelles politiques industrielles et commerciales se présentent comme une réponse au mécontentement de la population face aux conséquences de la mondialisation.

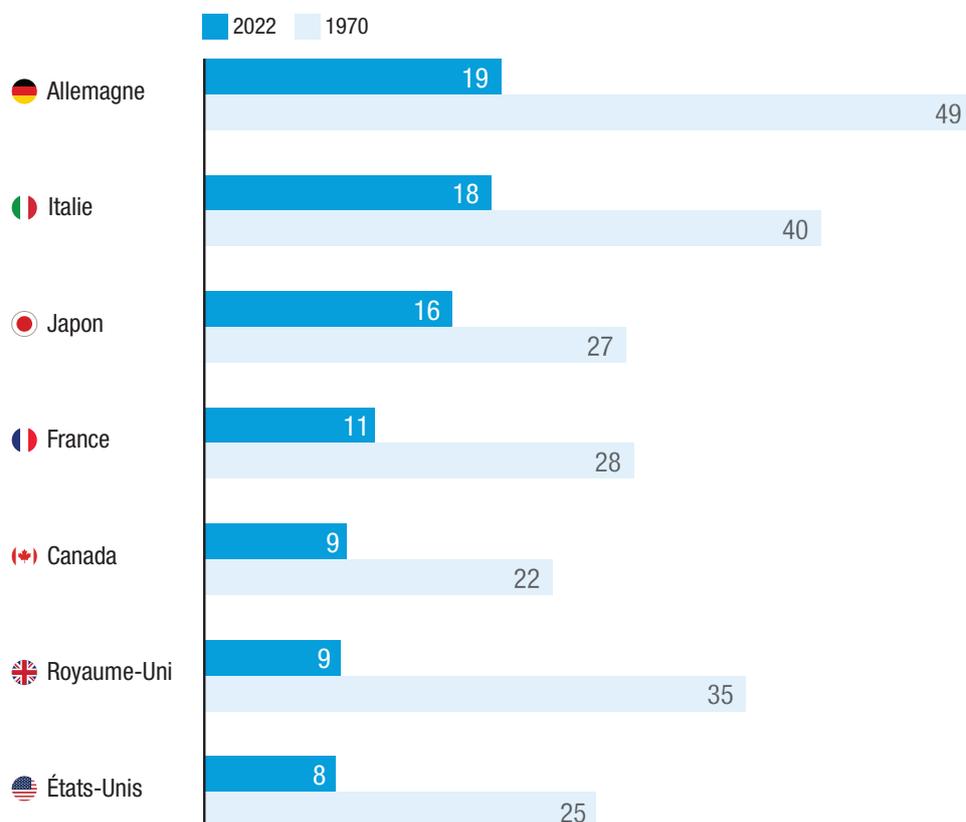




Figure 6

Pendant longtemps, les travailleurs des pays développés ont pu compter sur des emplois stables ; aujourd'hui, ils sont nombreux à ne plus trouver d'emplois dans le secteur manufacturier

Part du secteur manufacturier dans l'emploi total, certains pays développés
(En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après des données de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du Bureau des statistiques du travail des États-Unis.

La politique industrielle connaît un regain d'intérêt dans les pays développés, mais reste un moyen d'action sans attrait dans les pays en développement, qui considèrent qu'elle présente moins d'avantages que de risques lorsque le pays ne dispose pas du dispositif institutionnel approprié. Les faits montrent toutefois que, bien qu'elle ne soit évidemment pas sans risque, la politique industrielle permet d'améliorer les structures de gouvernance et les cadres réglementaires.

Dans le contexte actuel, les nouvelles politiques industrielles doivent pouvoir s'adapter aux contraintes extérieures et être étendues à tous les secteurs économiques, y compris celui des services. À l'échelle internationale, cela suppose une plus grande coordination des politiques, y compris des politiques climatiques. Entre autres effets positifs, la réduction des risques climatiques permettrait de limiter les tensions inflationnistes découlant des phénomènes météorologiques extrêmes ainsi que les coûts de l'atténuation des changements climatiques. Cependant, la situation géopolitique a relégué les préoccupations environnementales et les politiques économiques progressistes au second plan de nombreux programmes gouvernementaux. C'est pourquoi les institutions multilatérales ont un rôle clef à jouer dans la bonne coordination des politiques entre les pays développés et les pays en développement.

▼
Les nouvelles politiques industrielles doivent tenir compte des facteurs environnementaux, démographiques, financiers et technologiques qui déterminent la croissance et le commerce.





AXES STRATÉGIQUES

▼
La dynamique de croissance actuelle coïncide avec une accélération du progrès technique, ce qui indique la possibilité d'une nouvelle vague de croissance mondiale.

▼
La politique industrielle est une nécessité, car les changements structurels requis ne pourront pas être obtenus par le simple jeu des marchés.



Globalement, les résultats économiques mondiaux de 2024 mettent en évidence trois grands objectifs prioritaires :

- ▶ **Inverser la tendance caractérisée par la hausse des inégalités salariales, la stagnation des salaires réels et l'augmentation du chômage dans les pays en développement.** Cela requiert des mesures de diversification structurelle efficaces, un État catalyseur doté des capacités et orientations nécessaires, des engagements concrets en faveur de la protection sociale et des stratégies de croissance inclusive.
- ▶ **Des politiques monétaires trop restrictives, en particulier dans les principaux pays développés, risquent d'exacerber le mécontentement aux niveaux national et international.** En réaction à l'instabilité actuelle des niveaux d'endettement, la CNUCED a fait des propositions porteuses de transformation, qui visent à réduire les coûts de financement et à diminuer la vulnérabilité de la dette souveraine dans les pays en développement.
- ▶ **Une maîtrise graduelle de l'inflation et un plus large éventail d'instruments de stabilisation des prix laisseraient à la croissance de la demande plus de temps pour tirer l'investissement vers le haut.** Le développement des capacités productives qui s'ensuivrait dans le secteur des biens permettrait, en retour, d'atténuer les tensions inflationnistes à moyen terme.

Vers de nouvelles stratégies de développement

La dynamique de croissance actuelle coïncide avec une accélération du progrès technique, ce qui indique la possibilité d'une nouvelle vague de croissance mondiale. La trajectoire de développement de nombreux pays s'en trouvera probablement modifiée à long terme. Pour faire face à ces changements, il convient de considérer trois ensembles de facteurs.

Premièrement, et de façon encourageante, une nouvelle vague de croissance s'accompagne presque toujours d'une augmentation de la demande d'importations en provenance des pays en développement. Cette affirmation se vérifie déjà dans l'augmentation de la demande en minéraux critiques et en terres rares, causée par l'électrification du parc automobile.

Deuxièmement, par le passé, l'accroissement de la productivité dans des secteurs nouveaux a tiré les salaires vers le haut dans les pays développés et amené à délocaliser les activités moins productives là où la main-d'œuvre était moins chère. Cependant, il est peu probable qu'à l'avenir le faible coût de la main-d'œuvre aura une influence déterminante sur les investissements étrangers. Les nouvelles technologies risquent de perturber les marchés existants, d'influer sur les courants d'échanges et de compromettre la stabilité économique. La dépendance à l'égard des minéraux critiques et des terres rares accentue ces risques.

Troisièmement, les fluctuations de la demande, les problèmes des chaînes d'approvisionnement et la situation géopolitique pourraient rendre les prix très instables dans les secteurs des nouvelles technologies énergétiques et des nouveaux modes de transport. Sous l'effet du progrès technique, les rapports de pouvoir et les soldes extérieurs évoluent au niveau mondial, ce qui peut influencer sur les relations commerciales.

Il importe que des accords et des mécanismes internationaux aident à surmonter les problèmes complexes posés par la transition énergétique. Pour parvenir à une diversification économique durable et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, il convient d'abandonner rapidement les combustibles fossiles, bien que leur commerce soit très rentable, car continuer de subventionner le secteur des combustibles fossiles, c'est mettre en péril la transition verte.

Une conception stratégique des nouvelles politiques industrielles est la clef d'un modèle de développement soucieux du climat. Compte tenu de la dynamique mondiale actuelle du commerce, de l'investissement et de la technologie, il convient d'aller au-delà de la stricte industrialisation et de tenir compte de l'interaction de plus en plus grande entre les facteurs environnementaux, démographiques, financiers et technologiques qui influent sur la croissance économique, le commerce et les chaînes d'approvisionnement mondiales.





© Shutterstock - Donatas Dabravolis

L'évolution de la structure du commerce et des politiques commerciales



Sous l'effet des priorités nationales, des engagements climatiques et de l'évolution des politiques industrielles, le commerce mondial est en pleine transformation. Après avoir stagné en 2023, le commerce international des marchandises et des services devrait finalement progresser de 2 % environ en valeur réelle en 2024.

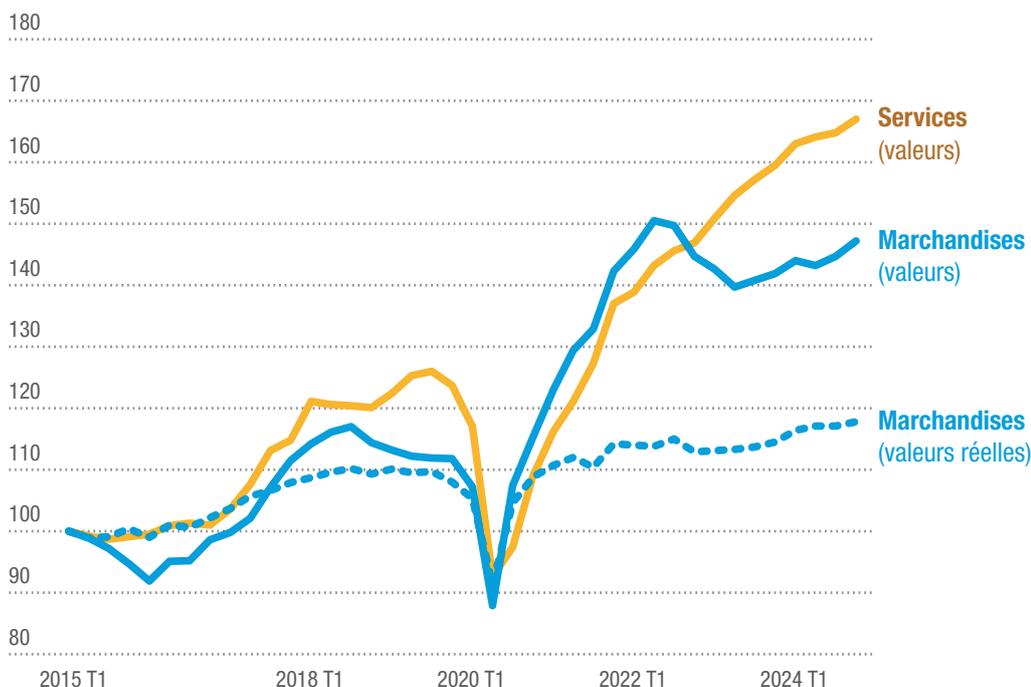
Le rebond du commerce mondial est surtout celui du commerce des marchandises, qui représente 75 % des flux commerciaux bruts. Néanmoins, le commerce des services reste plus dynamique que le commerce des marchandises, comme le montre la vigueur de sa croissance, estimée à 5 % (fig. 7). La croissance du commerce des services de transport et des services de voyage présentait un taux à deux chiffres au premier trimestre de 2024, alors que la croissance du commerce des autres services commerciaux avoisinait 5 %.



Figure 7

Le commerce des services reste plus dynamique que le commerce des marchandises

Commerce mondial des marchandises et des services, premier trimestre 2015-quatrième trimestre 2024 (premier trimestre 2015=100)



Source : CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

Notes : T1 = premier trimestre. Toutes les séries sont corrigées des variations saisonnières. Estimations « Nowcasts » de la CNUCED pour la période allant du deuxième trimestre au quatrième trimestre de 2024.

Il reste que, globalement, le commerce mondial ralentira à la fin de 2024. Les restrictions au commerce et les politiques industrielles tournées vers les marchés intérieurs, en particulier dans les principaux pays développés, devraient affecter le commerce des biens intermédiaires et des biens finaux. Des facteurs structurels jouent également un rôle dans la décélération des échanges commerciaux et peuvent être mieux compris dans un contexte plus large.



Le ralentissement du commerce mondial

En valeur absolue, le commerce mondial n'a cessé de croître ; en valeur relative, exprimée en part du produit mondial brut, il stagne depuis la crise financière mondiale de 2008-2009. Il a augmenté à un rythme deux fois plus rapide que le produit mondial brut entre 1995 et 2007. Sa part dans le produit mondial brut a culminé à 25 % en 2008, puis a stagné ou diminué. Ce ralentissement s'explique à la fois par les effets de la crise financière et, plus largement, par la fragmentation de l'économie.

La nouvelle dynamique mondiale et la perturbation des échanges commerciaux en 2020 et 2021 ont aggravé la situation économique des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, qui sont nombreux à dépendre des exportations pour leur croissance. Beaucoup de pays exportateurs de produits de base font face aux effets de la « reprimarisation ». Dans un grand nombre de pays qui n'ont pas encore privilégié les activités non extractives, le recul de l'emploi manufacturier et le développement du secteur informel limitent les possibilités de transformation structurelle (fig. 9 et 10).

D'autres facteurs sont en jeu, comme il ressort du changement de cap opéré par le commerce international en 2023. Alors que le commerce mondial s'était progressivement stabilisé en part du produit mondial brut (fig. 8), en 2023, fait sans précédent, dans un contexte mondial de croissance économique, le commerce des marchandises s'est contracté. Les épisodes de contraction du commerce sont rares, mais pas sans précédent. En plus de quatre décennies, le commerce mondial s'était contracté deux fois, en 2009 et en 2020. C'est peu. Cependant, en chacune de ces occasions, le produit mondial brut s'était contracté lui aussi.

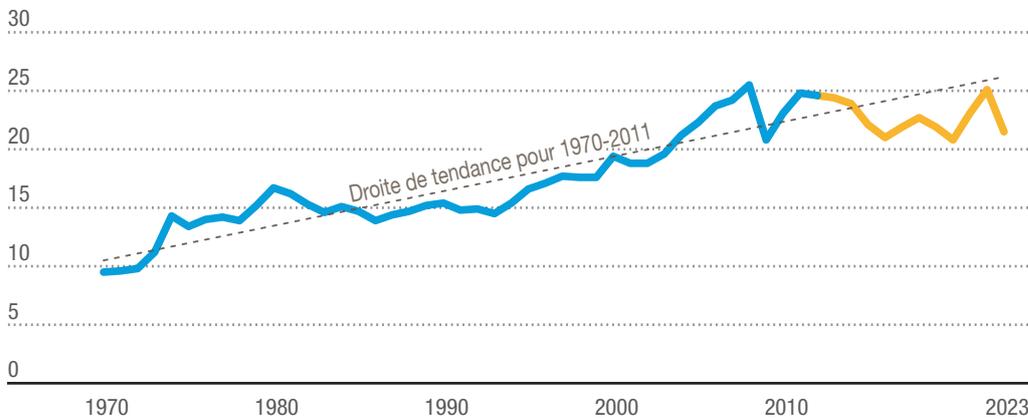
▼
La nouvelle dynamique mondiale et la perturbation des échanges commerciaux ont aggravé la situation économique des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire.



Figure 8

La cinquième vague de croissance a vu les exportations augmenter rapidement, mais le commerce mondial s'est stabilisé

Part du commerce mondial dans le produit mondial brut
(En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.



▼
Les stratégies de développement par la diversification structurelle devraient cibler le secteur manufacturier et le secteur des services, y compris des services non marchands.

En 2023, on a pu observer un ralentissement structurel du commerce international des marchandises, mais une progression de 5 %, en valeur réelle, du commerce international des services, qui devient donc de plus en plus important. La même année, la part des services dans le commerce mondial était de près de 25 %. Selon les prévisions, elle devrait encore augmenter, ce qui fait espérer que le commerce international des services puisse devenir un nouveau moteur de croissance.

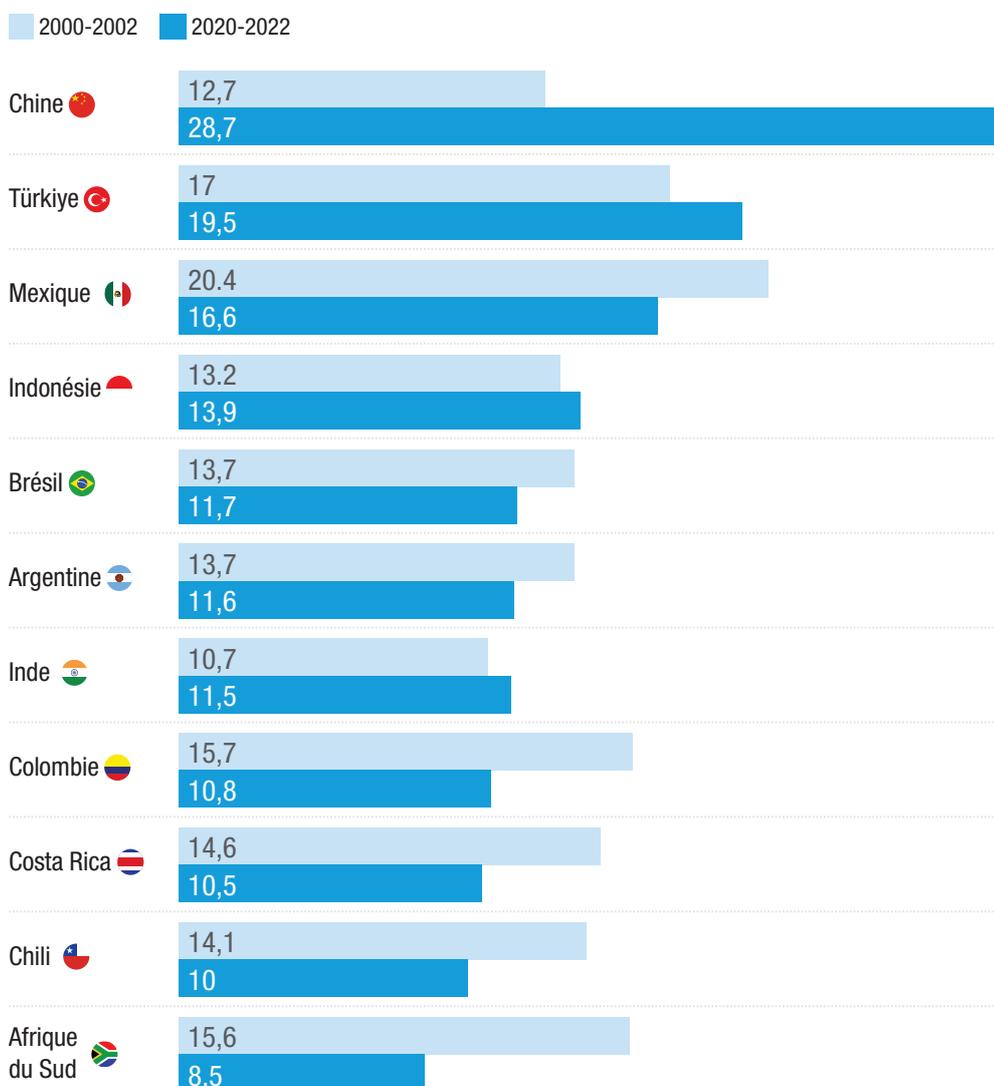
Ces espoirs sont toutefois prématurés. Il est peu probable que le commerce des services devienne le principal levier de développement. Parallèlement, il est de plus en plus admis que l'accroissement de la productivité et la création d'emplois de qualité dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre ne seront pas possibles sans une diversification structurelle. Les stratégies de diversification devraient cibler le secteur manufacturier et le secteur des services, y compris des services non échangeables sur les marchés internationaux.



Figure 9

La part de l'emploi manufacturier a souvent diminué dans les pays en développement ces deux dernières décennies

Part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total, certains pays en développement (En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après la base de données mondiale de l'ONU relative aux indicateurs de suivi des objectifs de développement durable.

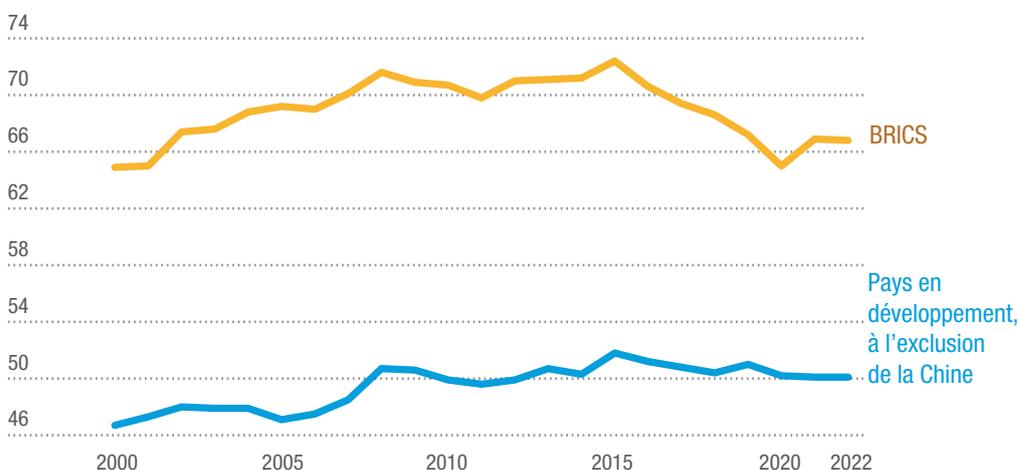




Figure 10

L'absence de transformation structurelle a fait progresser l'économie informelle et affaibli les capacités productives

Indice des capacités productives, certains groupes de pays



Source : base de données UNCTADstat.

Notes : BRICS = Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud. Changements structurels dans certains pays. Un changement structurel est le transfert de main-d'œuvre et d'autres ressources productives d'activités à faible productivité vers des activités à forte productivité. Il transparaît dans la complexité et la variété des exportations, l'intensité du capital fixe et la part de l'industrie et des services dans le PIB total. Plus les valeurs sont élevées, plus l'économie d'un pays est complexe et développée.

Une sérieuse reprise du commerce mondial est peu probable

Le long ralentissement du commerce international des marchandises, conjugué au progrès technique, incite à réexaminer les trajectoires de développement traditionnelles. Pour ce qui est de créer des emplois, d'accroître la productivité et de guider la transformation de l'économie, le modèle de la croissance tirée par les exportations manufacturières semble de plus en plus montrer ses limites dans certains pays en développement.

Les stratégies de développement doivent répondre à une conception plus large. Certaines de leurs composantes doivent être reconsidérées en fonction de la reconfiguration du commerce mondial et de l'impact des nouvelles technologies afin que ces stratégies soient mieux adaptées. Le tournant pris par le commerce mondial augmente les risques géopolitiques alors que le contexte international est de plus en plus incertain et de plus en plus concurrentiel.



Le modèle de la croissance tirée par les exportations manufacturières semble de plus en plus montrer ses limites dans certains pays en développement.





AXES STRATÉGIQUES

▼
La dynamique du commerce mondial peut offrir aux pays en développement la possibilité de négocier des accords commerciaux et financiers qui leur sont favorables.

▼
La montée du protectionnisme et la sécurisation des échanges commerciaux présentent des risques pour les pays en développement qui dépendent de l'accès aux marchés mondiaux.

- ▶ **Le règlement des problèmes posés par la fragmentation du système commercial** passe par une action coordonnée aux niveaux national et international.
- ▶ **Les pays en développement devront disposer d'une marge d'action suffisante pour renforcer leurs secteurs d'activité et se rendre plus résilients face aux chocs économiques mondiaux.** La promotion du secteur manufacturier et l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables pourraient aider à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et à atteindre la pérennité financière. Les mesures en ce sens doivent être appuyées par des accords internationaux qui préviennent les différends commerciaux et garantissent l'accès aux marchés mondiaux et au financement.
- ▶ **La dynamique du commerce mondial peut offrir aux pays en développement la possibilité de négocier des accords commerciaux et financiers qui leur sont favorables.** Les échanges Sud-Sud ont plus que doublé entre 2007 et 2023 (fig. 11), ce qui offre aux pays en développement la possibilité de moins dépendre de leurs partenaires commerciaux traditionnels et de renforcer l'intégration régionale de leurs économies.

Cependant, cette tendance au régionalisme et cette volonté de garantir les intérêts nationaux ne sont pas sans risques pour les pays en développement, en particulier pour ceux qui ont des dépendances de leurs exportations et ont donc besoin d'accéder aux marchés mondiaux. La montée du protectionnisme dans les pays développés et les risques de différends commerciaux et de désorganisation des chaînes d'approvisionnement pourraient saper les efforts des pays en développement en vue de leur industrialisation, de leur diversification économique et de leur pérennité financière.

Il sera nécessaire que des institutions multilatérales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contribuent à la gestion des risques de fragmentation du commerce et veillent à ce que les pays en développement puissent s'exprimer sur l'avenir du système commercial international. Les projets de réforme des règles de l'OMC relatives aux subventions sectorielles et aux obstacles au commerce ainsi que les initiatives de promotion du commerce Sud-Sud auront un rôle déterminant à jouer dans l'atténuation des effets négatifs. En tirant parti de partenariats commerciaux régionaux et en mettant en œuvre des politiques industrielles stratégiques, les pays en développement pourront mieux gérer les risques et se doter d'économies plus résilientes et plus diversifiées.



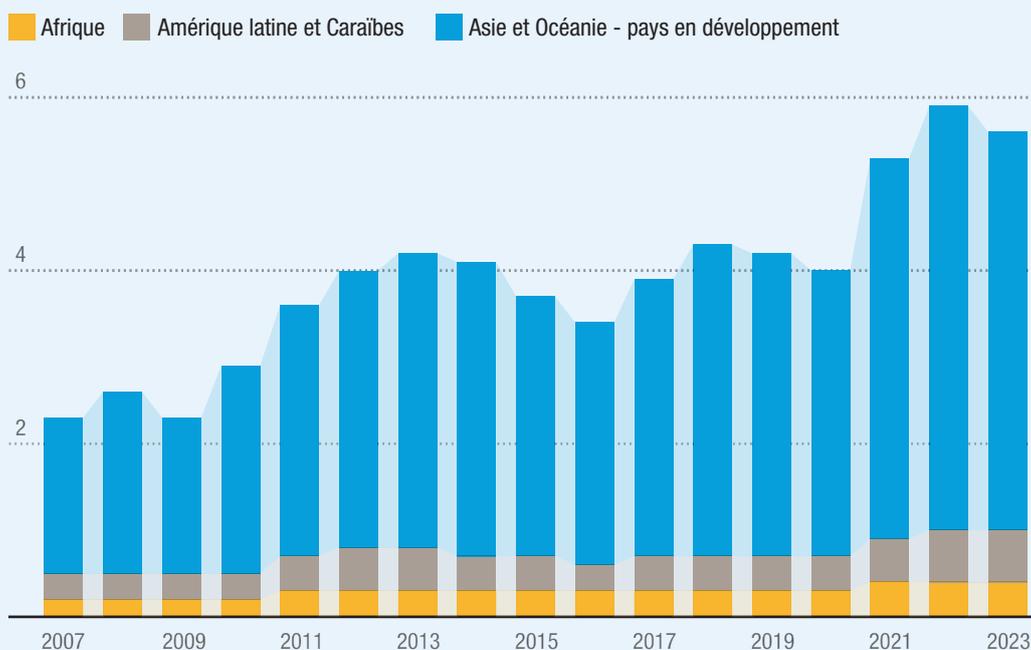


Figure 11

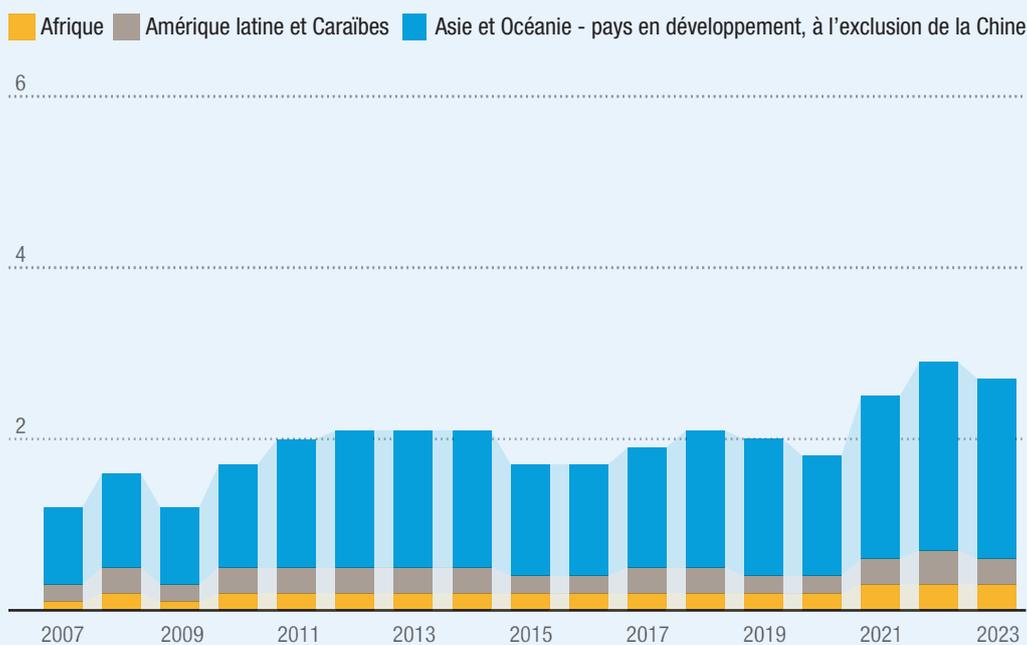
Les échanges Sud-Sud ont plus que doublé entre 2007 et 2023

Commerce des marchandises dans le Sud mondial, par région
(En milliers de milliards de dollars des États-Unis)

A. Échanges Sud-Sud



B. Échanges Sud-Sud, à l'exclusion de la Chine



Source : base de données UNCTADstat.

Note : Il s'agit de la moyenne des exportations et des importations dans la région.







3

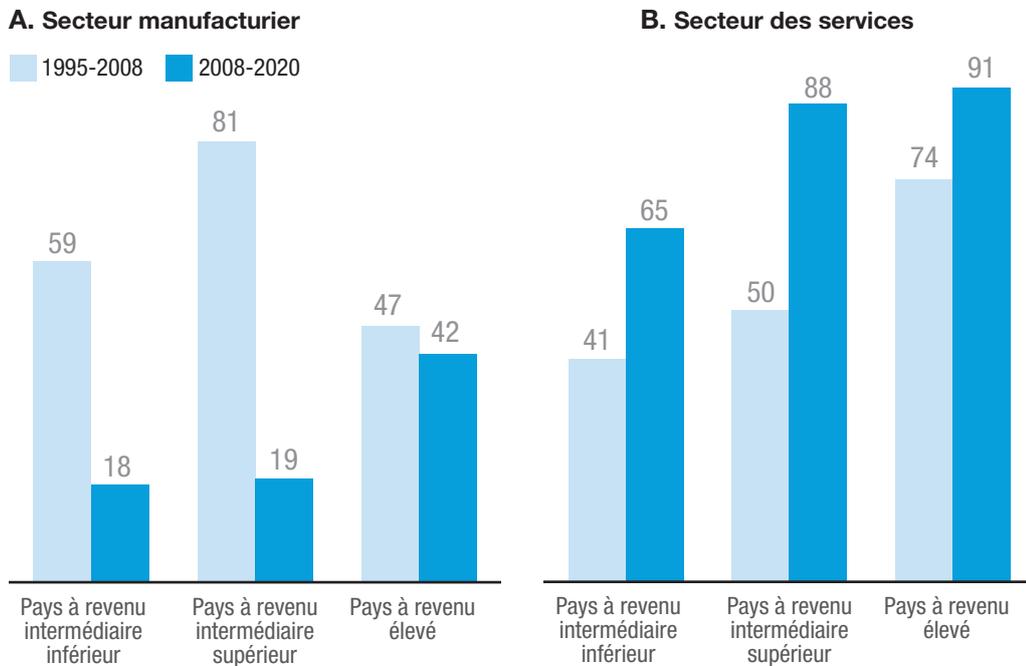
L'avènement d'une
économie des services ?



Si le secteur manufacturier reste un pilier de l'économie, il est un vecteur de croissance de moins en moins efficace dans les pays en développement (fig. 12). Cela tient principalement au fait qu'aujourd'hui le secteur manufacturier est un secteur à forte intensité de compétences et de capital, dans lequel une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché n'est plus autant un avantage comparatif. En outre, l'industrialisation fait l'objet d'une surveillance de plus en plus étroite en raison de son empreinte écologique et de sa participation aux changements climatiques.

Figure 12
La contribution du secteur manufacturier à la croissance tirée par les exportations s'amenuise, tandis que celle du secteur des services prend de l'ampleur

Proportion de pays dont la croissance est tirée par les exportations du secteur manufacturier et/ou du secteur des services, par groupe de revenu (En pourcentage)



Source : Baldwin RE, « Is export-led development even possible anymore? », blog Factful Friday, 7 juin 2024. Disponible à l'adresse <https://www.linkedin.com/pulse/export-led-development-even-possible-anymore-richard-baldwin-nusge/>.
Notes : La figure rend compte, pour chaque groupe de revenu, du pourcentage de pays dont la croissance est tirée par les exportations du secteur manufacturier et/ou du secteur des services pendant les deux périodes examinées. Un pays est considéré comme ayant une croissance tirée par les exportations dans l'un des deux secteurs précités si la valeur ajoutée des exportations du secteur a augmenté plus rapidement que le PIB. Il est possible que la croissance d'un pays soit tirée simultanément par les exportations de l'un et de l'autre secteur. Dans le secteur des services, seuls les services qui font appel aux technologies de l'information et des communications sont pris en considération. Les services de transport et les services touristiques sont exclus. Le groupe des pays à revenu intermédiaire inférieur est composé de 17 pays, le groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur de 16 pays, et le groupe des pays à revenu élevé de 43 pays.

En 2023, les pays en développement représentaient moins de 30 % des recettes d'exportation de services et 44 % des recettes d'exportation de marchandises.

Il ne sera pas facile de trouver une nouvelle voie. L'apparition d'une économie des services et l'importance de plus en plus grande des actifs incorporels dans les investissements risquent d'amplifier les asymétries entre les pays du Nord et les pays du Sud. Globalement, les pays en développement représentent moins de 30 % des exportations mondiales de services et 44 % des exportations mondiales de marchandises. Appliquée aux projets d'investissement, cette réorientation vers le secteur des services risque d'aggraver les obstacles structurels à l'intégration économique des pays du Sud (fig. 13).



Figure 13

La réorientation des investissements vers le secteur de services risque d'aggraver les obstacles structurels

Structure des investissements étrangers directs, par secteur

(En pourcentage des projets internationaux de création de capacités)



Source : CNUCED, d'après la base de données FDI Markets de *The Financial Times*.

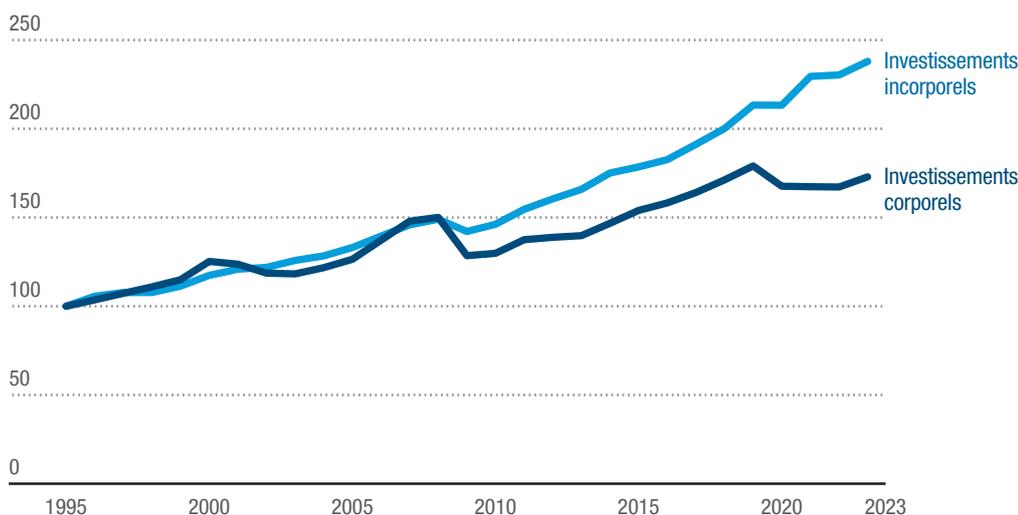
Notes : L'analyse sectorielle est réalisée en fonction de la variable « activité économique » (« Business Activity »). Il en découle principalement que la catégorie « Services » renvoie aux services dans l'industrie manufacturière traditionnelle (par exemple, les services de vente des constructeurs automobiles). La catégorie « Articles manufacturés » (« Manufacturing ») reprend la classification retenue dans la base de données. La catégorie « Autres activités de services » (« Other non-services ») renvoie à des activités qui sont ordinairement considérées comme des activités de services, mais qui, par nature, dépendent beaucoup des actifs corporels. Il s'agit d'activités dans les secteurs de la construction, de l'électricité, des activités extractives et de l'infrastructure. La catégorie « Services » regroupe toutes les activités de services, à l'exclusion de celles qui sont susmentionnées. La catégorie « Technologies de l'information et des communications et infrastructure Internet » (ICT & Internet Infrastructure) a été divisée de telle sorte que les activités relatives à l'infrastructure Internet sont comptabilisées dans la catégorie « Autres activités de services » et les activités (de services) relatives aux technologies de l'information et des communications, à l'exclusion de celles qui concernent l'infrastructure Internet, sont comptabilisées dans la catégorie « Services ».



Ordinairement, les statistiques commerciales ne tiennent pas compte des exportations de services incorporels par l'intermédiaire des chaînes de valeur mondiales, ce qui conduit à une sous-estimation des exportations des pays développés et ce qui fausse les soldes commerciaux avec les pays en développement. Les actifs incorporels tels que les marques, les dessins et modèles, les technologies brevetées et la connaissance de la chaîne d'approvisionnement jouent un rôle de plus en plus déterminant dans la participation des entreprises aux chaînes de valeur mondiales. Il pourrait en résulter un système de production « sans usine », dans lequel les entreprises ne détiendraient aucune activité de fabrication mais contrôlèrent les activités de conception et de commercialisation. Ces quinze dernières années, les investissements dans les actifs incorporels, comme les logiciels et les données, ont augmenté de façon spectaculaire. Ils ont progressé trois fois plus vite que les investissements dans les actifs corporels et atteint 6 900 milliards de dollars en 2023. De leur côté, les investissements dans les actifs corporels se sont élevés à 4 700 milliards de dollars (fig. 14).

➤ **Figure 14**
Pour les entreprises, la capacité de tirer parti des chaînes de valeur mondiales et d'y jouer un rôle de chef de file dépend de plus en plus de ses actifs incorporels

Total des investissements incorporels et corporels
(1995=100)



Source : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et Luiss Business School, *World Intangible Investment Highlights*, 2024.

▼
Le secteur des services créatifs est dominé par des entreprises des pays développés.

Le secteur des services créatifs est dominé par des entreprises des pays développés. En 2022, il était évalué à 1 400 milliards de dollars et les pays développés représentaient 80 % de ses exportations, alors qu'ils contribuaient pour moins de 60 % à l'économie mondiale. La concentration géographique transparaît aussi dans l'implantation des entreprises multinationales qui fournissent des services à l'international. En 2022, 70 % de ces entreprises avaient leurs sièges sociaux dans des régions développées ; leurs bénéfices avoisinaient 35 000 milliards de dollars, soit cinq fois la valeur du commerce des services (fig. 15).



Figure 15

Les grandes multinationales qui participent le plus au commerce des services ont leur siège dans les régions développées et en Chine

Proportion de sièges de grandes entreprises multinationales qui fournissent des services à l'international

(En pourcentage)

A. Régions développées



B. Pays et régions en développement



Source : CNUCED, d'après des données de la plateforme Eikon du London Stock Exchange Group.

Note : L'échantillon est composé de 924 entreprises, cotées ou non en bourse, dont les recettes issues de la vente de biens et de services ont été supérieures à 10 milliards de dollars en 2022 et dont les activités supposent le commerce international de services (c'est-à-dire à l'exclusion des entreprises qui sont surtout productrices et exportatrices de marchandises).





AXES

STRATÉGIQUES

▼
Les décideurs des pays en développement ne doivent pas s'en remettre aux exportations manufacturières pour accroître leur productivité totale.

Rapport sur le commerce et le développement 2024

Repenser le développement à l'ère du mécontentement

APERÇU GÉNÉRAL

En l'état actuel, le commerce des services ne peut pas créer des emplois de qualité en nombre suffisant dans les pays en développement. Il faut donc que des mesures soient prises en faveur de la transition verte et des activités de services à forte intensité de main-d'œuvre. À cette fin, il serait possible d'appliquer une stratégie en trois points :

- ▶ **Encourager les grandes entreprises à créer des emplois moins qualifiés dans le secteur des services non marchands ;**
- ▶ **Faire en sorte que les petites entreprises bénéficient d'apports publics et d'investissements qui leur permettent d'accroître leur productivité ;**
- ▶ **Investir dans des technologies qui aident la main-d'œuvre employée dans le secteur des services dans l'exécution de ses tâches, sans pour autant la remplacer.**

Au vu du ralentissement du commerce des marchandises et de la rapidité du passage au numérique, il semble nécessaire que les décideurs des pays en développement ne s'en remettent pas aux exportations manufacturières pour accroître leur productivité totale.





© UNCTAD

4

La financiarisation dans un nouveau cycle des produits de base

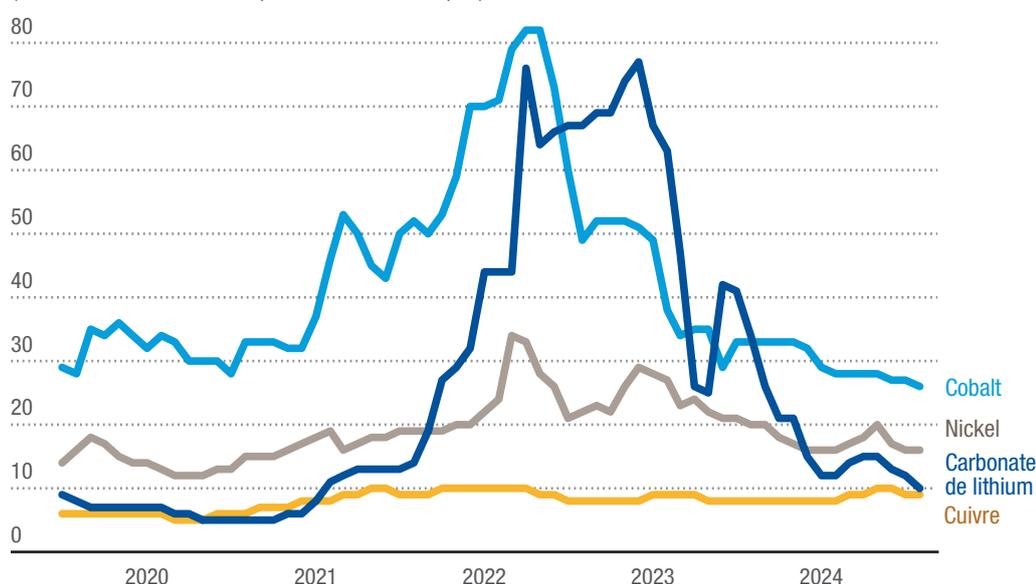


En juillet 2024, les prix des produits de base dépassaient de plus de 20 % leurs niveaux de 2019, en dépit d'une légère baisse après l'envolée provoquée par la guerre en Ukraine. Au début de 2024, les prix des produits de base hors combustibles ont augmenté, tandis que les prix des combustibles ont quelque peu diminué en raison du recul de la demande mondiale. En 2023, les prix des minéraux essentiels à la transition énergétique ont chuté, de 78 % pour le lithium, de 34 % pour le cobalt et de 42 % pour le nickel, en raison de la hausse sensible de la production et de l'excédent d'offres (fig. 16).

➤ **Figure 16**
Les prix des minéraux critiques, essentiels à la transition énergétique, sont très sensibles aux tensions géopolitiques et aux goulets d'étranglement de l'offre

Prix de certains minéraux critiques

(En milliers de dollars par tonne métrique)



Source : CNUCED, d'après les données économiques de la Réserve fédérale des États-Unis, les données de la plateforme Eikon du London Stock Exchange Group et les données sur les prix des produits de base (« The Pink Sheet ») de la Banque mondiale.

La Chine, qui mène la demande mondiale en minéraux critiques, est pour beaucoup dans les variations des prix. En 2023, en réaction à l'instabilité des prix et à la concurrence géostratégique, 22 accords commerciaux ont été signés par des pays soucieux de garantir leur approvisionnement en minéraux critiques. Des pays producteurs ont imposé des restrictions à l'exportation, ce qui a probablement eu pour effet de resserrer encore les marchés des minéraux critiques.



Conséquences pour les pays en développement

Au niveau mondial, les budgets d'exploration minière ont fait un bond de 34 % en 2021 et ont augmenté de 16 % en 2022. Les activités d'exploration se sont concentrées en Amérique latine (25 %) et en Afrique (17 %). Les investissements dans les minéraux critiques sont restés à la hausse, progressant de 20 % en 2021 et de 30 % en 2022. Pour autant, il n'est pas certain qu'ils suffisent à répondre à la demande en minéraux critiques, toujours plus importante.

Pour répondre à cette demande, les mesures prises consistent surtout à développer les activités d'extraction (fig. 17), ce qui devrait profiter à quelques pays en développement. Les pays importateurs qui veulent s'assurer l'accès aux minéraux nécessaires à l'électrification intensifient les activités minières sur leurs territoires.

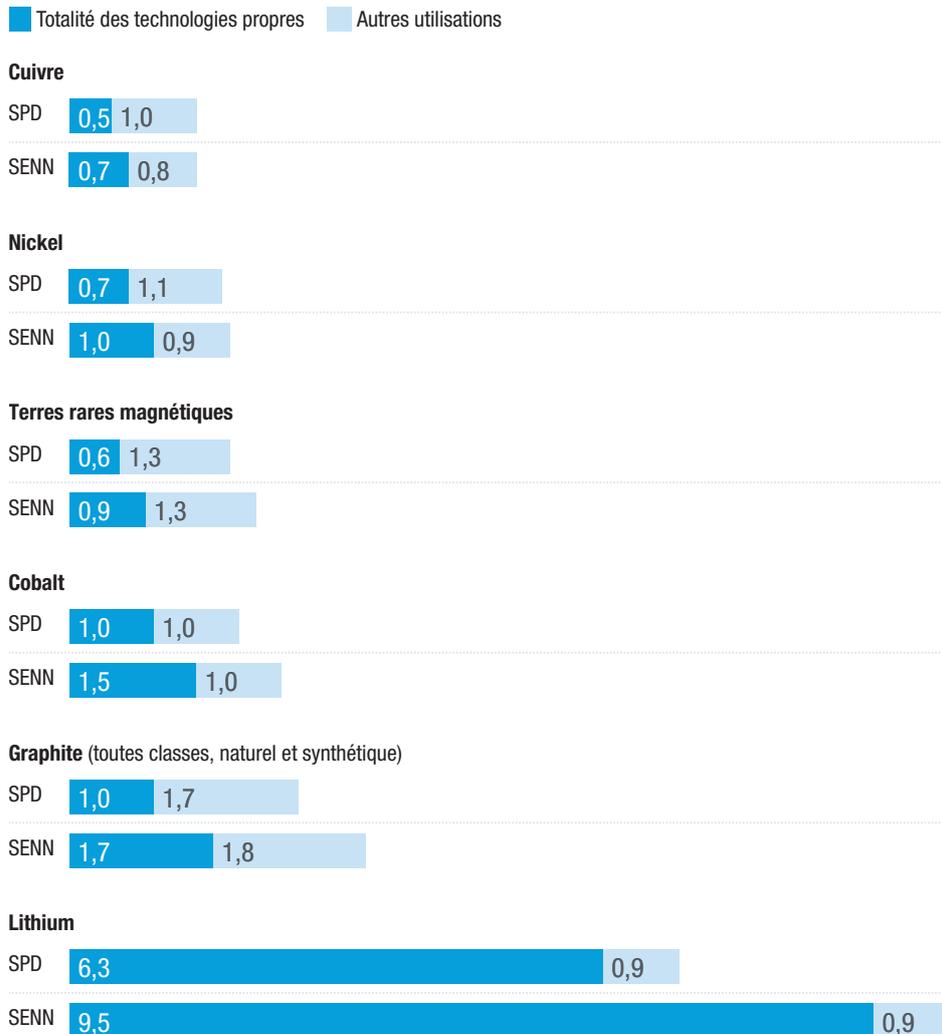
▼ Les pays importateurs cherchent à garantir leur approvisionnement en minéraux essentiels à la transition énergétique, souvent en intensifiant les activités minières sur leurs territoires.



Figure 17

La demande en minéraux essentiels à la transition énergétique est en plein essor et devrait augmenter sensiblement d'ici à 2050

Demande en 2050 selon le scénario des politiques déclarées et selon le scénario des émissions nettes nulles, par rapport à la demande en 2023



Source : CNUCED, d'après l'Agence internationale de l'énergie, *Global Critical Minerals Outlook*, Paris, 2024.

Notes : SPD = scénario des politiques déclarées ; SENN = scénario des émissions nettes nulles.



▼
Il importe de ne pas surestimer l'importance de la demande en minéraux essentiels à la transition énergétique au point de croire qu'elle puisse être un moteur de développement pour un grand nombre de pays.

Cependant, il ne faudrait pas croire que la demande en minéraux puisse être un puissant moteur de développement pour un grand nombre de pays. Si l'on considère certains de ces minéraux essentiels à la transition énergétique, comme le lithium, on constate que leurs gisements sont très dispersés, mais que les lieux de leur transformation sont plutôt concentrés géographiquement. Il n'en va pas de même avec d'autres minéraux tels que le cobalt et les terres rares.

Des pays développés, comme l'Australie et les États-Unis, encouragent déjà la production locale au moyen de nouvelles politiques industrielles. En juin 2024, les autorités norvégiennes ont annoncé la découverte d'un gisement de 8,8 millions de tonnes de terres rares. Des raisons de sécurité poussent des pays à chercher directement sur leur territoire des minéraux pour batteries, comme le fer, afin de pouvoir en disposer plus facilement et de ne pas dépendre de minéraux dont les sources d'approvisionnement sont très concentrées, comme le cobalt.

Nouvelles sources d'énergie

▼
Des raisons de sécurité poussent des pays à chercher directement sur leur territoire des minéraux pour batteries afin de pouvoir en disposer plus facilement.

Les politiques de décarbonisation s'allient aux forces du marché pour accélérer l'électrification et l'adoption de modes et de moyens de transport propres. Partout dans le monde, des pays développés et des pays en développement subventionnent les secteurs de l'énergie éolienne et de l'énergie solaire afin que ces deux sources d'énergie puissent, par leurs prix, concurrencer le charbon, voire le gaz naturel, sur le marché de l'électricité. Il en résulte une baisse de la consommation de charbon, dont pâtissent les pays exportateurs.

En outre, l'électrification du parc automobile devrait réduire sensiblement la demande en combustibles fossiles, en particulier la demande en pétrole. Or, les exportations pétrolières sont vitales pour un grand nombre de pays en développement, lesquels représentaient 81 % des exportations mondiales de pétrole brut entre 2010 et 2022. La demande en produits pétrochimiques et en carburant d'aviation devrait rester stable, mais elle ne représente que 20 % de la demande pétrolière mondiale.

La demande pétrolière du secteur des transports terrestres, qui contribuait pour moitié à la consommation mondiale, est en baisse. Après un pic en 2018, la production pétrolière mondiale a diminué en 2022. Les grandes compagnies pétrolières ont distribué des dividendes à leurs actionnaires plutôt que d'investir dans la création de capacités de production. Selon les projections, à partir de 2024, les dépenses d'investissement dans les secteurs du pétrole et du gaz devraient augmenter moins rapidement qu'au cours de la période 2021-2023.

Les exportations énergétiques sont importantes pour un grand nombre de pays en développement. Les exportateurs de combustibles fossiles représentent un tiers environ des 101 pays tributaires des exportations de produits de base. La part des exportations énergétiques dans les exportations totales dépasse 30 % dans 35 pays et 50 % dans 25 pays. Le choc négatif permanent qui est anticipé sur les valeurs à l'exportation risque d'affecter l'économie de ces pays (fig. 18).

Quelques pays exportateurs de sources d'énergie, dont l'Arabie saoudite, le Qatar et le Koweït, ont largement tiré profit des combustibles fossiles par le passé. Ils parviendront certainement à diversifier leurs économies, comme de plus petits pays du Golfe l'ont déjà fait.





Figure 18

Quelques pays sont très sensibles à la baisse des exportations énergétiques

Pays en développement dont les exportations énergétiques représentent plus de 30 % des exportations de marchandises, 2022

Pays		Exportations énergétiques	Exportations totales de marchandises	Part des exportations énergétiques dans les exportations totales de marchandises
		(En milliards de dollars)	(En milliards de dollars)	(En pourcentage)
Iraq		124,8	129,3	96,5
Algérie		57,8	60,9	94,9
Angola		48,1	51,3	93,7
Libye		35,5	38,0	93,6
Nigéria		57,9	63,6	91,1
Azerbaïdjan		34,4	38,1	90,3
Turkménistan		11,8	13,2	88,9
Guinée équatoriale		6,6	7,5	88,5
Soudan du Sud		0,7	0,9	84,5
Qatar		109,2	131,0	83,4
Brunéi Darussalam		11,4	14,2	80,3
Venezuela (Rép. bolivarienne du)		3,6	4,7	77,2
Arabie saoudite		319,9	426,5	75,0
Guyana		8,3	11,3	73,3
Tchad		2,4	3,5	69,4
Gabon		5,8	9,2	63,3
Congo		6,6	10,7	61,7
Kazakhstan		51,8	84,4	61,4
Colombie		35,1	58,6	60,0
Trinité-et-Tobago		7,6	13,3	57,4
Oman		37,3	66,5	56,1
Mongolie		7,0	12,5	55,5
Cameroun		3,2	5,9	54,8
Koweït		51,7	101,3	51,0
Iran (Rép. islamique d')		36,7	72,1	50,9
Timor-Leste		0,2	0,5	49,7
Émirats arabes unis		262,1	532,8	49,2
Yémen		0,4	0,9	48,2
Mozambique		3,8	8,3	46,1
Papouasie-Nouvelle-Guinée		5,6	14,5	38,5
Équateur		11,7	32,7	35,9
Ghana		6,7	18,7	35,9
Rép. démocratique populaire lao		2,7	7,6	34,8
Indonésie		100,4	292,0	34,4
Égypte		15,6	48,1	32,4

Source : CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

Notes : Les Bahamas, la Jamaïque et Sainte-Lucie ne sont pas pris en considération, car leurs exportations énergétiques sont surtout des réexportations. La République démocratique populaire lao exporte principalement de l'électricité.



▼
Pour profiter de nouvelles possibilités de développement, il faut des politiques qui concilient l'obtention de revenus à court terme grâce aux produits de base et l'essor des secteurs des services et de la finance.

À la malédiction des ressources s'ajoute la malédiction de la finance

En plus de dépendre toujours beaucoup de leurs ressources naturelles, les pays africains et latino-américains doivent faire face à l'endettement, à la pauvreté et à la lenteur des réformes structurelles. Pour profiter de nouvelles possibilités de développement, les pays du Sud doivent se doter de politiques qui permettent de concilier l'obtention de revenus à court terme grâce aux produits de base et l'essor des secteurs des services et de la finance.

Dans les pays en développement tributaires des produits de base, la financiarisation influe beaucoup sur les stratégies d'intégration, car il existe une relation étroite entre les cycles financiers et les prix des produits de base (fig. 19).





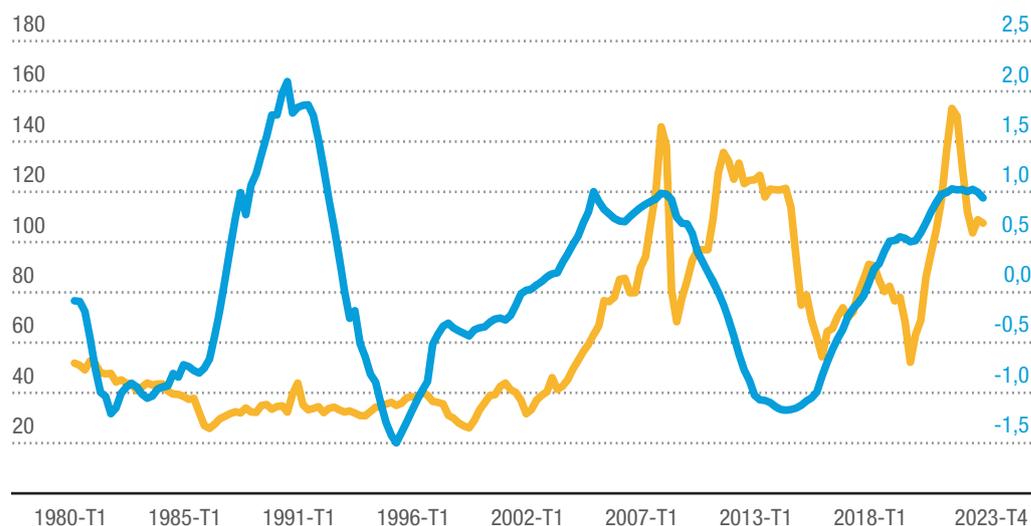
Figure 19

Le cycle des produits de base est-il un cycle financier ? Les faits montrent qu'il existe une relation étroite entre les deux cycles, encore plus sur les marchés émergents

Indicateur du cycle financier et indice des prix des produits de base (2010=100)

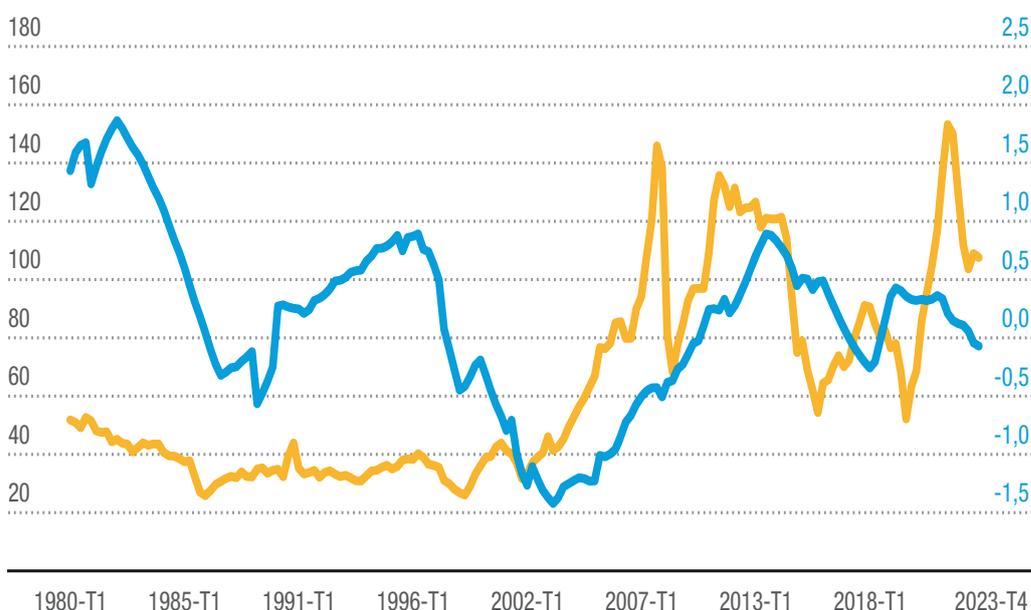
A. Pays développés

— Indice des prix des produits de base — Indicateur du cycle financier dans les pays développés, axe de droite



B. Pays émergents

— Indice des prix des produits de base — Indicateur du cycle financier dans les pays émergents, axe de droite



Source : CNUCED, d'après des données nationales de Fitch, des données de la Banque des règlements internationaux et des données de la Banque mondiale sur les prix des produits de base.

Notes : T1 = premier trimestre ; T4 = quatrième trimestre. Les cycles financiers sont mesurés par des filtres de fréquence (filtres passe-bande) qui mettent en évidence les cycles à moyen terme du crédit réel, du ratio crédit/PIB et des prix réels de l'immobilier résidentiel (Borio, 2014). Ils sont normalisés à l'aide de moyennes et d'écart types propres à chaque pays avant que des moyennes simples soient retenues pour les groupes de pays. Sont classés parmi les pays émergents : l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, Hong Kong (Chine), la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, Israël, la Malaisie, le Mexique, la République de Corée, Singapour, la Tchéquie, la Thaïlande et la Türkiye. Sont classés parmi les pays développés : l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.





▼
Pour être efficaces,
les stratégies de
développement
doivent prévoir
des mesures
de diversification
à long terme,
de redistribution et
de réglementation
financière.

Éviter une malédiction de la finance

La dépendance à l'égard des produits de base devient de plus en plus problématique du fait de la transition énergétique, qui se déroule dans un contexte de grande financiarisation. Un secteur financier surdimensionné et échappant à toute réglementation peut aggraver la dépendance à l'égard des produits de base, limiter la diversification de l'économie et creuser les inégalités salariales. En période de crise, la relation étroite entre les marchés des produits de base et les marchés financiers accentue les vulnérabilités économiques. Le contexte actuel exige des stratégies qui permettent de continuer à créer des emplois et d'asseoir la résilience de l'économie dans les pays qui font dépendre leur croissance des exportations de produits de base. Cela suppose :

- ▶ **De prendre de nouvelles mesures, axées sur la diversification à long terme et sur la redistribution, et de réglementer le secteur financier ;**
- ▶ **De concilier la croissance du secteur des activités extractives et la financiarisation, de favoriser la mobilisation des ressources intérieures, de limiter les pratiques d'arbitrage des entreprises et de surveiller de plus près les entreprises multinationales afin que toutes les économies du Sud mondial soient résilientes et équitables.**





©UNCTAD

5

Le Sud mondial et sa quête d'un financement du développement à long terme



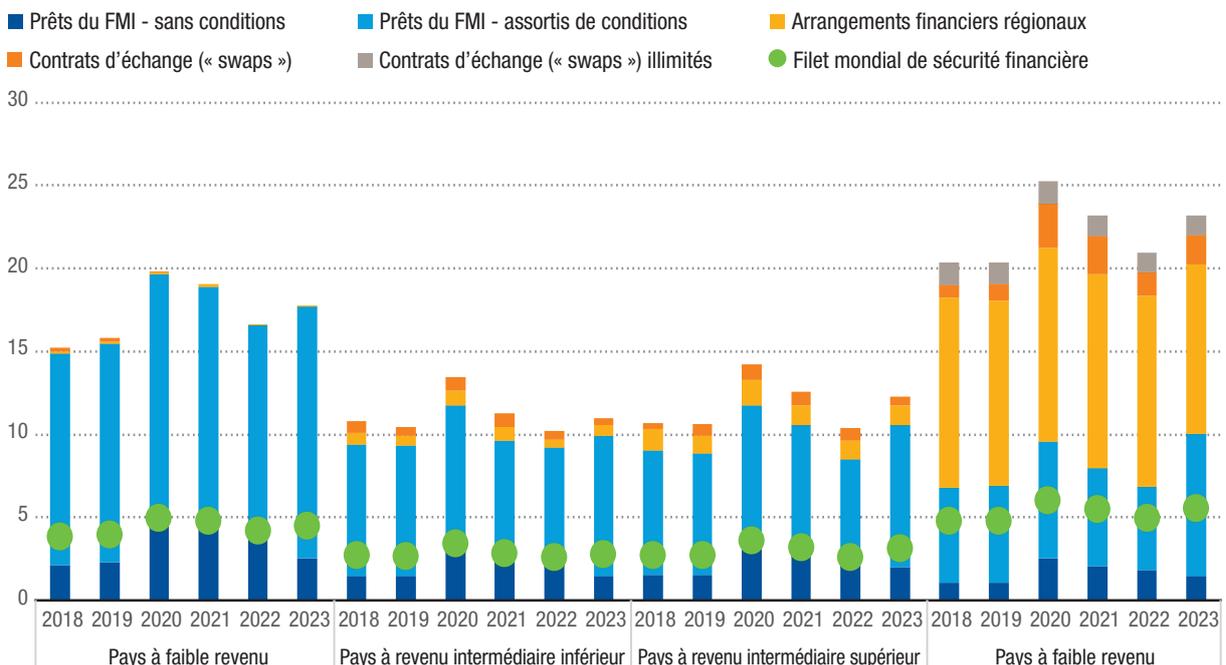
▼
Il devient de plus en plus urgent de réformer l'architecture financière internationale, car la crise de la dette risque de se transformer en une crise du développement.

Les prix élevés des sources d'énergie, la hausse de la demande en services de santé et de protection sociale, les obstacles au commerce international posés par la montée du protectionnisme et les changements géopolitiques sont à l'origine de crises complexes et interconnectées, qui conduisent les pays en développement à faire des choix stratégiques difficiles. La levée de capitaux demeure un défi de taille. De fait, seulement 22 des pays en développement sont classés dans la catégorie investissement des agences de notation. Les coûts d'emprunt, l'instabilité des apports privés de financement extérieur et le manque d'accès au financement public à un coût abordable ne font qu'aggraver un déficit de financement du développement déjà important.

Alors que, par leurs politiques budgétaires et commerciales, les pays développés se replient sur eux-mêmes et cherchent à appuyer la réindustrialisation à long terme et la transition verte, sur les marchés financiers mondiaux, l'heure est à la maximisation de la valeur et du rendement des actifs. Or, l'architecture financière internationale n'a pas changé depuis qu'elle a été mise en place il y a quatre-vingts ans. L'urgence de sa réforme se fait de plus en plus sentir, car le poids du service de la dette risque d'entraîner le Sud mondial dans une crise du développement. Tel qu'il est constitué actuellement, le filet mondial de sécurité financière ne suffit pas à répondre aux besoins croissants de financement d'un grand nombre de pays en développement (fig. 20).

➔ **Figure 20**
Inégalités d'accès au financement d'urgence prévu par le filet mondial de sécurité financière

Accès aux prêts, par groupe de revenu (en pourcentage du PIB)



Source : CNUCED, d'après des données de l'outil de suivi du filet mondial de sécurité financière « Global Financial Safety Net Tracker » et Muhlich *et al.* (2024).

Notes : FMI = Fonds monétaire international. Les points verts indiquent les valeurs moyennes des différentes composantes du filet mondial de sécurité financière. Voir aussi « Global Financial Safety Net Tracker Database Methodology Guidebook », disponible à l'adresse <https://www.bu.edu/gdp/2024/07/02/global-financial-safety-net-tracker-database-methodology-guidebook/>.

La rapidité et la flexibilité de l'accès aux liquidités, l'allègement de la dette, la restructuration des dettes souveraines et l'extension de la portée des prêts au développement restent en tête des grands objectifs multilatéraux de financement du développement. Elles sont au cœur du programme de réforme proposé par la CNUCED pour une architecture financière internationale qui tient compte du développement (voir le tableau 1).



Tableau 1

Propositions de réforme de l'architecture financière internationale

Propositions de la CNUCED	Recommandations faites par l'ONU dans la note d'orientation n° 6 de « Notre Programme commun »
<p>► Réforme institutionnelle</p>	<p>Action 1. Transformer la gouvernance des institutions financières internationales</p> <p>Action 2. Créer un organe fédérateur représentatif visant à renforcer systématiquement la cohérence du système international</p>
<p>► Liquidités</p> <p>1965: Allocation universelle de droits de tirage spéciaux en lien avec l'aide</p> <p>1971: Création du Groupe des 24</p>	<p>Action 10. Renforcer la fourniture de liquidités et élargir le filet de sécurité financière</p> <p>Action 11. Lutter contre la volatilité des marchés des capitaux</p>
<p>► Investissement</p> <p>1964: Fonds multilatéral de péréquation des intérêts (proposition Horowitz)</p> <p>1965: Allocation universelle de droits de tirage spéciaux en lien avec l'aide</p> <p>1970: Établissement de l'objectif d'aide publique au développement à 0,7 % du revenu national brut</p> <p>1971: Définition des pays les moins avancés</p> <p>2014: Appui aux banques multilatérales de développement Sud-Sud</p>	<p>Action 5. Augmenter massivement les prêts au développement et améliorer les conditions de prêt</p> <p>Action 6. Modifier les modèles de fonctionnement des banques multilatérales de développement et des autres banques publiques de développement pour qu'elles se concentrent sur l'impact sur les objectifs de développement durable, et tirer plus efficacement parti du financement privé pour optimiser l'impact allant dans le sens des objectifs de développement durable</p> <p>Action 7. Augmenter massivement le financement de l'action climatique, tout en garantissant l'additionnalité</p> <p>Action 8. Utiliser plus efficacement le système des banques de développement pour accroître les prêts et l'impact sur le développement durable</p> <p>Action 9. Faire en sorte que les plus pauvres puissent continuer de bénéficier du système des banques multilatérales de développement</p>
<p>► Dettes</p> <p>1980: Le Conseil du commerce et du développement convient de la nécessité d'un mécanisme de renégociation équitable des dettes souveraines</p> <p>1983: Création du Système de gestion et d'analyse de la dette</p> <p>2012: Principes visant à promouvoir des pratiques responsables pour l'octroi de prêts et la souscription d'emprunts souverains</p> <p>2014-2015: Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies portant création du Comité spécial des opérations de restructuration de la dette souveraine, définition des principes fondamentaux</p>	<p>Action 3. Réduire les risques liés à la dette et renforcer les marchés de la dette souveraine pour soutenir les objectifs de développement durable</p> <p>Action 4. Améliorer le règlement des crises de la dette au moyen d'un processus à deux étapes : un mécanisme pour la renégociation de la dette visant à soutenir le cadre commun pour le traitement de la dette et, à moyen terme, une autorité chargée de la dette souveraine</p>
<p>► Lien entre finance et entreprises</p> <p>1967: Résolution du Conseil économique et social portant création du Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale</p> <p>1975-1993: Création du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales</p>	<p>Action 12. Renforcer la réglementation et la surveillance des institutions financières bancaires et non bancaires afin de mieux gérer les risques et de limiter l'effet de levier excessif</p> <p>Action 13. Rendre les entreprises plus durables et réduire l'écoblanchiment</p> <p>Action 14. Renforcer les normes mondiales d'intégrité financière globale</p> <p>Action 15. Renforcer les normes fiscales mondiales pour accompagner la transformation numérique et la mondialisation au moyen d'un processus inclusif prenant en considération les besoins et les capacités des pays en développement et des différentes parties prenantes</p> <p>Action 16. Améliorer le deuxième pilier de la proposition faite dans le cadre inclusif de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du Groupe des Vingt sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices afin de réduire les incitations fiscales douteuses, tout en encourageant davantage l'imposition dans les pays d'origine</p> <p>Action 17. Instituer des cadres mondiaux de transparence fiscale et d'échange d'informations qui bénéficient à tous les pays</p>

Source : CNUCED, d'après un document de l'ONU (United Nations 2023), qui présente les actions plus en détail.
Note : Les cases colorées concernent les actions et sous-actions qui doivent permettre d'atteindre les objectifs transversaux d'action climatique et de durabilité environnementale.



▼
Le financement du développement doit pouvoir être assuré à long terme grâce à un socle de mécanismes efficaces de mobilisation des ressources intérieures.

S'il est urgent de réformer l'architecture financière internationale, il faut aussi que le financement du développement soit assuré à long terme grâce à un socle de mécanismes efficaces et coordonnés de mobilisation des ressources intérieures. Ce point est déterminant pour que les pays se dotent d'un État plus fort et puissent répondre eux-mêmes à leurs besoins d'investissement sans le concours de sources extérieures, et que la stabilité macroéconomique soit maintenue.

Il est notamment crucial de réfléchir à la manière dont les pays en développement pourraient profiter fiscalement des activités des entreprises multinationales. Actuellement, les pays en développement n'ont généralement pas les moyens de lutter efficacement contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices qui sont associés à ces activités. Entre 2015 et 2019, près de 40 % des bénéfices des entreprises multinationales ont été transférés dans des paradis fiscaux, ce qui a eu pour conséquence de réduire de 10 % les recettes fiscales mondiales au titre de l'impôt sur les sociétés. Les pays les plus lésés par ces pratiques, en particulier en Afrique et en Amérique latine, subissent une perte de recettes fiscales plus importante que les pays riches.

Les stratégies d'arbitrage des entreprises et les flux financiers illicites sont également des obstacles à la mobilisation des ressources intérieures. La CNUCED a établi que près d'un quart des filiales des 100 plus grandes entreprises multinationales non financières qui étaient présentes dans le Sud mondial n'avait aucune activité économique apparente en lien avec la région. La fausse facturation commerciale est souvent à l'origine de flux financiers illicites dans le secteur des activités extractives. Des études ont notamment mis en évidence l'ampleur des flux illicites d'or, de pétrole et d'équipements électriques au Burkina Faso et en Afrique du Sud. Dans certains cas, ces flux illicites peuvent représenter jusqu'à la moitié des échanges officiellement enregistrés, ce qui entame sérieusement les recettes fiscales de ces pays.

▼
Une nouvelle convention fiscale internationale permettrait de résorber le déficit mondial de financement et de faciliter la mobilisation des ressources intérieures.

En 2023-2024, les États Membres de l'ONU ont créé le Comité spécial chargé de définir un mandat pour l'élaboration d'une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale. L'objectif était de permettre aux pays en développement de guider la rédaction d'une convention qui remédie aux insuffisances de l'architecture financière internationale et renforce les mécanismes de mobilisation des ressources intérieures.

La convention projetée vise à créer un dispositif multilatéral de coopération internationale en matière fiscale, qui s'occuperait de questions comme celles de l'érosion de la base d'imposition et du transfert de bénéfices, de l'évitement fiscal et des flux financiers illicites. Alors que le système fiscal actuel repose essentiellement sur des accords bilatéraux et une coopération multilatérale limitée, la convention pourrait prévoir un programme détaillé de gouvernance de la fiscalité internationale.





L'efficacité de la convention-cadre des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale dépend de plusieurs facteurs :

- ▶ **La qualité de la coopération entre les pays en développement et le dialogue Nord Sud ;**
- ▶ **L'inclusion et la transparence, qui sont des priorités pour l'ONU, ce qui n'est pas le cas dans les projets portés par l'Organisation de coopération et de développement économiques. L'ONU est également plus sensible aux besoins du Sud mondial ;**
- ▶ **La réforme de la fiscalité internationale, qui détermine l'avenir de la coopération internationale en matière fiscale, et la réforme de l'architecture financière internationale ;**
- ▶ **La lutte contre les pratiques d'arbitrage et la réduction des inégalités et des risques associés aux différences de régime fiscal, qui peuvent influencer sur les courants d'échanges et les flux d'investissement au niveau mondial et freiner la mobilisation des ressources intérieures.**

Un changement de cap qui pourrait profiter à tous

La situation commerciale, financière, technologique et géopolitique mondiale place les pays du Sud devant de sérieux dilemmes en matière de développement. La mondialisation opère un tournant dans un contexte de crise climatique et de faible croissance généralisée, ce qui restreint les perspectives économiques des pays en développement. De nouvelles politiques commerciales et industrielles redéfinissent le commerce mondial. Pourtant, l'architecture financière internationale reste largement inchangée depuis sa création, il y a quatre-vingts ans. Cette dichotomie réduit la marge d'action budgétaire des pays en développement et creuse leur dette.

Cependant, de nouvelles possibilités se font jour grâce aux technologies de la transition verte et au renforcement du commerce et de l'intégration Sud-Sud. Pour qu'elles se concrétisent pleinement, il faudra toutefois repenser les stratégies de transformation structurelle de l'économie, les politiques industrielles et la gouvernance financière. Au niveau des pays, de solides capacités institutionnelles sont nécessaires. Au niveau multilatéral, le dialogue Nord-Sud et la coordination des politiques doivent tendre vers une économie mondiale stable, inclusive et au service de l'intérêt commun. Si, en 2024, un tournant s'est amorcé au niveau multilatéral, il importe de redoubler d'efforts, et sans tarder, afin de construire un avenir durable pour tous.

▼
Le monde du Sud rencontre des obstacles dans son développement, ce qui rend nécessaires de nouvelles politiques commerciales, de nouvelles politiques industrielles et de nouvelles politiques de gouvernance financière à des fins de durabilité.



La CNUCED est le principal organisme des Nations Unies chargé du commerce et du développement.

Elle s'emploie à garantir que les pays en développement bénéficient plus équitablement de la mondialisation de l'économie, en les faisant profiter de ses travaux de recherche et d'analyse sur les questions relatives au commerce et au développement, en leur apportant une assistance technique et en soutenant le mécanisme intergouvernemental de formation de consensus.

Avec 195 États membres, elle est l'une des plus grandes entités du système des Nations Unies.



Rapport sur le commerce
et le développement 2024

